

LI: COMITE POUR LA PAIX

à Monsieur François MITTERRAND,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Monsieur le Président,

En 1975, vous avez déclaré devant le peuple polynésien rassemblé sur la place de la Mairie de Papeete que si vous étiez élu Président de la République, la parole lui serait rendue et son choix respecté. Nous vous interpellons aujourd'hui, Monsieur le Président, au nom de ce que vous nous assuriez alors : le droit de choisir notre destin.

Ce destin s'est imposé à nous en 1962 par la décision du Général de Gaulle d'installer en Polynésie le centre des essais nucléaires français du Sahara. Ce centre dont aucun responsable français ne pouvait envisager l'implantation en France fut transféré le plus loin possible, aux antipodes, dans notre pays.

Ce destin, les Polynésiens ne l'ont pas choisi librement, car jamais ils n'ont été consultés sur la présence ou non d'un centre d'expérimentations nucléaires à Moururoa et Fangataufa. Après cet acte injuste, nous vous demandons aujourd'hui réparation Monsieur le Président. Nous le faisons avec d'autant plus de sérénité qu'une large partie du peuple polynésien a pris conscience de la nécessité du retrait du Centre d'Expérimentations du Pacifique (CEP). Nous vous demandons de l'interroger par une consultation populaire démocratique sur son avenir face au CEP. Cette demande recueillie aujourd'hui l'accord quasi unanime des instances politiques de notre Pays.

Sur le plan du DROIT, c'est un DEVOIR,

Sur le plan de l'ETHIQUE, c'est une NECESSITE,

Sur le plan de la MORALE, c'est une OBLIGATION.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération et l'espoir d'être entendu.

La Section Polynésienne
de la Ligue Internationale
des femmes pour la Paix et la Liberté

HERE AI'A TE NUNAA IA ORA

IA ORA TE NATURA

IA MANA TE NUNAA